
FICHES THÉMATIQUES

Activité et emploi

1.1 Population active, population en emploi

En 2007, selon l'enquête **Emploi**, la **population active** est estimée à 27,8 millions de personnes dont 14,7 millions d'hommes (53 %) et 13,1 millions de femmes (47 %), soit une augmentation de l'ordre de 400 000 actifs et de 1 million d'actives depuis l'an 2000. La pyramide des âges de cette population est fortement resserrée sur les âges intermédiaires du fait du recul de l'âge d'entrée en activité et de l'avancement de l'âge de sortie au cours des dernières décennies. Ainsi deux actifs ou actives sur trois ont entre 30 et 54 ans, contre guère plus de 20 % de jeunes et 12 % de seniors. Le taux d'activité des personnes de 15 ans ou plus est de 56 % (62 % pour les hommes, 51 % pour les femmes) et celui des personnes dites « en âge de travailler », c'est-à-dire ayant entre 15 et 64 ans, de 70 % (respectivement 75 % et 65 %).

Ce seuil de 70 % constitue précisément l'objectif européen fixé pour 2010 au sommet de Lisbonne, mais pour le **taux d'emploi**, et non pas pour le taux d'activité. En 2007, le taux d'emploi français n'est encore que de 64 % et il a progressé seulement de un point depuis 2000. Toutefois, la cible de 60 % fixée pour le taux féminin est déjà pratiquement atteinte grâce à la progression toujours forte de l'activité féminine (+ 3 points en sept ans). Les taux d'activité et d'emploi apparaissent donc à des niveaux insuffisants pour les âges extrêmes, au vu des objectifs européens : aux âges jeunes (15-24 ans), cela résulte largement du fait qu'en France, les garçons et surtout les filles, poursuivent souvent des études longues au sein d'un système éducatif où formation initiale et premiers emplois sont beaucoup moins liés que dans d'autres pays européens comme l'Allemagne ou les pays scandinaves. Par contre, aux âges élevés (55-64 ans), la faiblesse des taux d'emploi (44 % pour les hommes, 39 % pour les femmes) est plus préoccupante.

L'absence de diplôme constitue, spécialement pour les femmes, un obstacle à l'acti-

té. Parmi les personnes de plus de 15 ans ne possédant aucun diplôme ou le seul certificat d'études primaires (CEP), seulement 35 % sont actives, 44 % chez les hommes et 28 % chez les femmes ; à l'autre extrémité, pour les diplômés de l'enseignement supérieur, les taux d'activité dépassent les 80 %. Du fait de ces différences de comportement et aussi de l'amélioration générale du niveau de formation des nouvelles générations, la structure de la population active, comme celle de la population en emploi, se décale vers les niveaux élevés de diplômes : en 2007, 44 % des actifs et 52 % des actives ont au moins un diplôme du niveau du baccalauréat.

La structure sociale de la population active continue à évoluer en faveur des catégories salariées non ouvrières. Toutefois, le taux de salariat a tendance à se stabiliser un peu en dessous de 90 % (*voir fiche 1.4*), en dépit de la poursuite de la baisse du nombre des agriculteurs exploitants (moins de 2 % des actifs en 2007). Les autres non-salariés, artisans, commerçants, chefs d'entreprise, qui représentent environ 6 % de la population active, voient en effet leur importance se maintenir, voire croître dans certains secteurs. Au sein du salariat, on assiste à un double mouvement très tendanciel : d'une part, un recul du groupe des ouvriers, plutôt masculin, au profit surtout des professions intermédiaires et des cadres ou professions intellectuelles supérieures ; d'autre part, une diminution de la part des catégories faiblement qualifiées, même si cette dernière évolution s'est nettement ralentie depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. En 2007, on compte ainsi au sein de la population active, 15 % de cadres, 23 % de titulaires de professions intermédiaires, 30 % d'employés, parmi lesquels plus de la moitié sont classés en employés qualifiés, et 23 % d'ouvriers, qualifiés pour près des deux tiers d'entre eux. ■

Définitions

Population active, taux d'activité : la population active au sens du BIT regroupe la population en emploi et les chômeurs, ces deux notions étant entendues au sens du BIT (*voir fiche 2.2*). Le taux d'activité est le rapport entre la population active et la population totale correspondante.

Population en emploi, taux d'emploi : la population en emploi (ou population active occupée) au sens du BIT regroupe l'ensemble des personnes de 15 ans ou plus qui ont travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours d'une semaine de référence, quel que soit leur statut. Elle comprend aussi les personnes pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes, par exemple pour maladie. Le taux d'emploi est le rapport entre la population en emploi et la population totale correspondante.

Population active, population en emploi 1.1

1. Population active et population en emploi, taux d'activité et taux d'emploi par sexe et âge en 2007

	en %			
	Population active	Population en emploi	Taux d'activité	Taux d'emploi
Hommes				
15-24 ans	9,8	8,6	38,0	30,9
25-29 ans	12,2	11,9	92,6	83,2
30-54 ans	66,1	67,4	94,5	89,1
55-64 ans	11,3	11,5	46,2	43,8
65 ans ou plus	0,6	0,6	2,2	2,2
15 ans ou plus	100,0	100,0	61,9	57,3
Effectif (milliers)	14 707	13 613		
dont 15-64 ans	99,4	99,3	74,6	69,0
Femmes				
15-24 ans	8,9	7,8	31,7	25,3
25-29 ans	12,0	11,6	80,9	71,7
30-54 ans	66,9	67,9	82,8	76,9
55-64 ans	11,7	12,2	40,9	38,9
65 ans ou plus	0,5	0,5	1,1	1,1
15 ans ou plus	100,0	100,0	51,2	46,8
Effectif (milliers)	13 136	12 015		
dont 15-64 ans	99,5	99,5	65,3	59,7
Ensemble				
15 ans ou plus	100,0	100,0	56,3	51,9
dont 15-64 ans	99,4	99,4	69,9	64,3

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.

Source : enquête Emploi 2007.

2. Répartition de la population active et taux d'activité selon le niveau de diplôme en 2007

	en %	
Diplôme	Population active	Taux d'activité
Hommes		
100,0	100,0	68,3
Aucun diplôme, CEP	18,7	44,3
BEPC	7,5	69,8
CAP, BEP	30,1	75,4
Bac, BP	16,7	77,9
Bac + 2	11,8	88,2
Diplôme sup. à bac + 2	15,2	81,4
Femmes		
100,0	100,0	56,2
Aucun diplôme, CEP	16,9	28,3
BEPC	8,8	54,9
CAP, BEP	22,7	65,6
Bac, BP	19,2	70,3
Bac + 2	16,5	80,2
Diplôme sup. à bac + 2	15,9	81,4
Hommes et femmes		
100,0	100,0	62,0
Aucun diplôme, CEP	17,8	35,4
BEPC	8,1	61,3
CAP, BEP	26,6	71,1
Bac, BP	17,9	73,8
Bac + 2	14,0	83,6
Diplôme sup. à bac + 2	15,6	81,4

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires, personnes de 15 ans ou plus ayant achevé leur formation initiale.

Source : enquête Emploi 2007.

3. Structure de la population active et de la population en emploi selon la CS en 2007

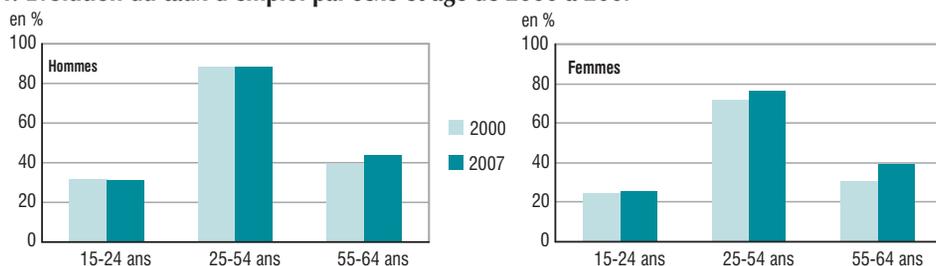
effectifs en milliers

Catégorie socioprofessionnelle	Population active				Population en emploi			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	%	%	%	effectif	%	%	%	effectif
Agriculteurs exploitants	2,6	1,2	1,9	541	2,8	1,3	2,1	539
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,0	3,6	5,9	1 646	8,4	3,8	6,2	1 590
Cadres, professions intellectuelles supérieures	17,5	11,9	14,9	4 134	18,3	12,5	15,6	3 999
Professions intermédiaires	21,7	23,9	22,7	6 321	22,3	25	23,6	6 036
Employés	12,8	48,8	29,8	8 292	12,8	49	29,7	7 624
Ouvriers	36,2	9,2	23,5	6 534	35,4	8,4	22,8	5 834
ouvriers qualifiés	25,3	3,8	15,1	4 218	25,4	3,7	15,2	3 902
ouvriers non qualifiés	9,6	4,7	7,3	2 028	8,8	4,1	6,6	1 692
ouvriers agricoles	1,3	0,7	1,1	288	1,2	0,6	0,9	241
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	1,2	1,4	1,3	369	///	///	///	///
Ensemble (y compris non renseigné)	100	100	100	27 843	100	100	100	25 628

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.

Source : enquête Emploi 2007.

4. Évolution du taux d'emploi par sexe et âge de 2000 à 2007



Note : données harmonisées pour corriger la rupture de série en 2002.

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

1.2 Personnes en emploi

La féminisation de l'emploi est, avec sa tertiarisation et la progression du salariat, l'une des trois grandes évolutions observées au cours des quarante dernières années en matière d'emploi. Depuis 1990, le taux de féminisation de la population active occupée a encore gagné quatre points pour avoisiner 47 % en 2007. Aussi bien pour ce qui concerne la population active que pour la population en emploi, on se rapproche ainsi de la parité, même si aux âges de pleine activité, les taux de participation des femmes se situent encore à une douzaine de points en dessous de ceux des hommes.

Du fait à la fois de la démographie, du recul de l'âge d'entrée sur le marché du travail et des difficultés d'insertion professionnelle des jeunes, la part des moins de 30 ans dans l'emploi a considérablement diminué au cours des dernières décennies : de 27 % à 20 %, la baisse étant un peu plus prononcée pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes. De même, en lien avec les politiques favorisant les cessations anticipées d'activité mises en œuvre aussi bien par les pouvoirs publics que par les entreprises, la part des seniors dans l'emploi a elle aussi beaucoup baissé durant les années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix. Mais ensuite, le vieillissement des générations nombreuses du baby boom s'est traduit par une remontée de la part des plus de 50 ans dans l'emploi : pour les hommes, celle-ci passe de 18,5 % à 25 % entre 1995 et 2007, et pour les femmes, moins touchées par les préretraites, de 17,5 % à 26 % entre 1992 et 2007. Aux âges intermédiaires, les quadragénaires sont progressivement devenus plus nombreux que les trentenaires, signe d'un vieillissement de la population en emploi. Entre 1990 et 2007, la

part des 30-39 ans dans l'emploi a reculé de 29,3 % à 26,5 % alors que celle des 40-49 ans est passée de 25,1 % à 28,2 %.

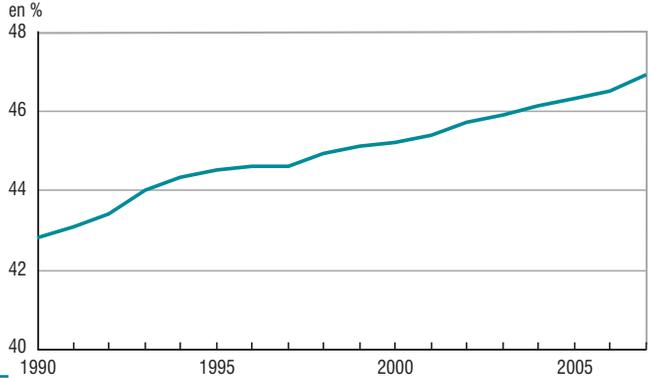
Autre caractéristique de l'évolution récente de l'offre de travail en France : le niveau de formation de la main-d'œuvre s'est fortement accru, beaucoup plus du fait du renouvellement des générations que du développement de la « formation tout au long de la vie ». La proportion de personnes employées ayant un diplôme au moins de niveau Bac a gagné vingt points en 17 ans et elle atteint pratiquement une sur deux en 2007 : l'écart hommes-femmes est cette fois-ci favorable aux secondes, ce qui traduit simplement le fait que les filles réussissent mieux dans leurs études que les garçons.

De 1990 à 2007, la part des cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires dans l'emploi a certes progressé plus rapidement chez les femmes (+ 8,6 points) que chez les hommes (+ 7,2 points), mais l'essentiel de cet écart d'évolution tient aux professions intermédiaires. Et dans ces dernières, les hommes occupent plus souvent les fonctions de techniciens ou d'agents de maîtrise, alors que les femmes travaillent plus fréquemment dans les secteurs de l'éducation, la santé et l'action sociale : ces disparités sont la conséquence d'orientations scolaires qui restent très différenciées, notamment en termes de spécialités de formation. Les postes de cadres restent majoritairement occupés par les hommes (62 % contre 38 %). De même, parmi les chefs d'entreprise, on dénombre cinq fois plus d'hommes que de femmes.

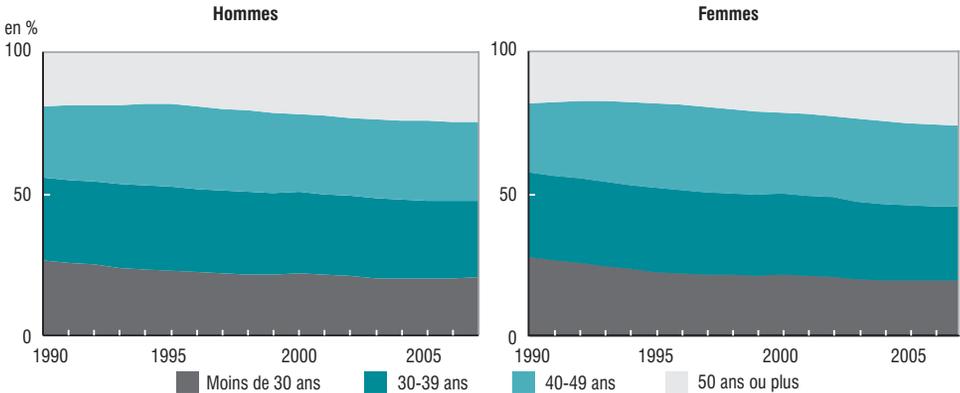
En dernier lieu, la part des étrangers au sein des personnes en emploi apparaît assez stable au cours des dernières années : elle est un peu inférieure à 5 % en 2007. ■

1. Part des femmes dans l'emploi

Note : données harmonisées pour corriger la rupture de série en 2002.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.
 Source : Insee, enquêtes Emploi.

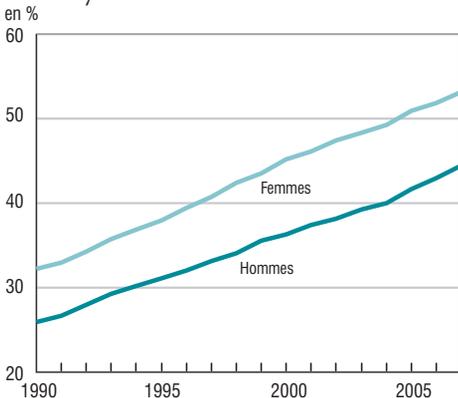


2. Structure de l'emploi par âge de 1990 à 2007



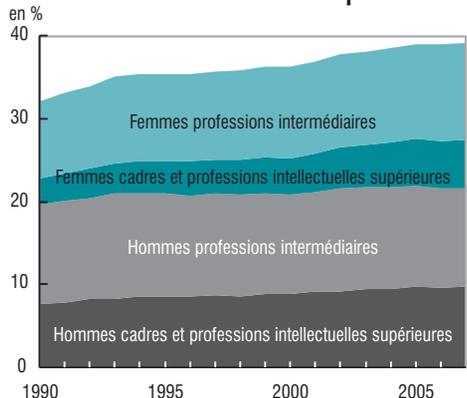
Note : données harmonisées pour corriger la rupture de série en 2002.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.
 Source : Insee, enquêtes Emploi.

3. Part des personnes en emploi ayant au moins le baccalauréat



Note : données harmonisées pour corriger la rupture de série en 2002.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.
 Source : Insee, enquêtes Emploi.

4. Part des cadres et professions intermédiaires dans l'emploi



Note : données harmonisées pour corriger la rupture de série en 2002.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.
 Source : Insee, enquêtes Emploi.

1.3 Emplois occupés

La tertiarisation de l'emploi est une tendance d'évolution de long terme de toutes les économies développées. En France, sur la période récente, l'emploi a continué à croître fortement dans les services marchands et le tertiaire non marchand privé (associations, administrations privées...). Il a repris nettement dans la construction mais a poursuivi sa diminution dans l'industrie et l'agriculture. Aujourd'hui, les secteurs tertiaires, fortement hétérogènes, représentent les trois quarts de l'emploi total, l'industrie et la construction 22 %, et le secteur primaire guère plus de 3 %.

Au sein du tertiaire, se détachent quatre gros secteurs : les commerces (avec la réparation automobile), les services aux entreprises, les administrations, tous trois comptant près de 3 millions de salariés, et l'ensemble éducation-santé-action sociale à 4,5 millions de salariés, pour la plupart de statut public et pour plus des trois quarts féminins. De fait, les femmes sont largement majoritaires dans tous les secteurs tertiaires, hormis les commerces, les transports et les services aux entreprises. Dans les services marchands, la main-d'œuvre est plus jeune et compte plus d'étrangers que dans les secteurs des administrations et de l'éducation, de la santé et de l'action sociale. Quant à la proportion de salariés titulaires d'un diplôme de niveau baccalauréat ou plus, ou occupant des fonctions très qualifiées (cadres, professions intermédiaires), elle est en général élevée dans les secteurs tertiaires, excepté les commerces, les transports et les services aux particuliers.

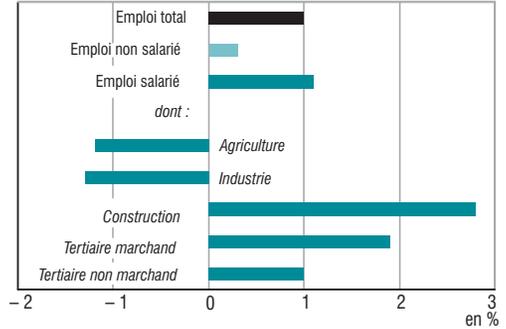
À l'inverse du tertiaire, la construction reste un secteur essentiellement masculin, les hommes en occupant plus de neuf postes sur dix. C'est aussi un secteur relativement jeune et mobile, avec une proportion importante de salariés étrangers et dont juste un quart de la main-d'œuvre possède un diplôme de niveau baccalauréat. Ce sont un peu les mêmes traits que l'on retrouve dans le reste de l'industrie, mais en moins accusé et avec des exceptions :

par exemple, les industries de biens de consommation plus féminisées et le secteur de l'énergie, plus âgé et plus qualifié. Enfin, les personnes travaillant dans l'agriculture sont dans une large majorité des hommes, des non-salariés, des personnes relativement âgées et peu diplômées le plus souvent.

Depuis le premier choc pétrolier, les petits ou moyens établissements prennent de plus en plus d'importance au détriment des très grands. Cela tient à la fois à la démographie des entreprises (créations-disparitions), aux mouvements d'éclatement, plutôt que de fusion, qui les affectent et enfin aux différences d'évolution des effectifs employés par les petites, les moyennes ou les grandes structures. Au cours des vingt dernières années, la part des petits établissements (moins de 50 salariés) a d'abord continué à croître, atteignant 55 % au milieu des années 1990 ; elle a légèrement reculé durant l'embellie conjoncturelle qui a suivi puis elle s'est stabilisée. À l'opposé, les établissements de plus de 500 salariés ont vu leur poids s'alléger durant toutes ces années, mis à part entre 1997 et 2000. Ils ne représentent guère plus aujourd'hui que 10 % de l'emploi salarié. Enfin, la part des établissements de 50 à 500 salariés a gagné près de deux points entre 1990 et 2006, au-delà de fluctuations de faible ampleur.

De 2000 à 2006, l'emploi a progressé beaucoup plus rapidement dans les régions du Sud-Est de la métropole que dans les régions du Nord-Est (hors Alsace), où il a stagné, voire reculé. Dans les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ainsi qu'en Rhône-Alpes, le rythme des créations d'emplois, sans être aussi élevé que dans les autres régions du Midi de la France, atteint ou dépasse la moyenne métropolitaine (+ 3 à + 6 % en six ans). Un peu en dessous, figurent l'Île-de-France et la région Nord - Pas-de-Calais. Enfin, dans les autres régions (Haute et Basse-Normandie, Alsace, régions centrales), les créations d'emplois sont de très faible ampleur. ■

1. Évolution moyenne annuelle de l'emploi par secteur d'activité de 2000 à 2007



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi.

2. Structure de l'emploi selon le secteur d'activité en 2007

	Ensemble	Proportion de				
		Femmes	Moins de 40 ans	Étrangers	Bac ou plus	Cadres et prof. interméd.
Salariés	89,2	48,8	48,7	4,9	48,5	41,1
EA agriculture, sylviculture, pêche	1,3	30,3	52,5	5,7	27,6	12,1
EB industrie agricoles et alimentaires	2,2	42,7	52,5	3,3	29,2	22,2
EC industrie des biens de consommation	2,3	50,1	45,7	3,6	50,5	49,5
ED industrie automobile	1,2	16,3	50,7	5,3	41,3	42,4
EE industrie des biens d'équipement	3,1	18,4	46,1	2,6	50,3	56,1
EF industrie des biens intermédiaires	4,9	26,3	45,9	3,9	36,0	35,3
EG énergie	0,9	20,9	37,4	1,8	51,5	72,7
EH construction	5,2	9,4	55,6	12,1	25,5	23,5
EJ commerce	11,6	47,6	57,6	4,3	45,1	37,4
EK transports	4,2	24,5	47,4	4,0	36,0	28,7
EL activités financières	3,1	59,9	42,0	2,4	75,5	63,1
EM activités immobilières	1,2	59,5	39,6	11,2	47,7	42,5
EN services aux entreprises	11,6	42,3	57,1	6,6	56,9	46,5
EP services aux particuliers	7,2	64,2	51,9	11,7	35,1	23,4
EQ éducation, santé, action sociale	17,7	76,8	42,7	2,6	60,1	52,8
ER administration	11,3	52,6	40,3	1,7	53,0	39,6
Non-salariés	10,8	31,5	28,6	4,9	49,0	23,4
Agriculture	2,2	28,8	25,8	1,1	32,0	0,4
Industrie	0,8	21,9	31,8	4,1	39,1	11,5
Construction	1,3	7,9	32,9	9,7	20,7	0,7
Tertiaire	6,5	38,5	28,2	5,4	61,6	37,2
Ensemble	100,0	46,9	46,5	4,9	48,6	39,2
Effectif (milliers)	25 628					

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.

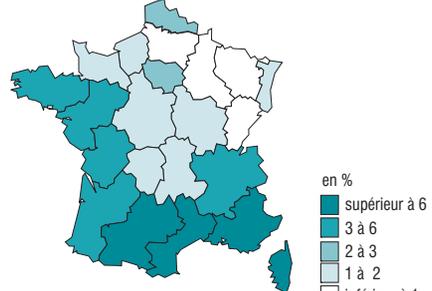
Source : enquête Emploi 2007.

3. Répartition des emplois salariés selon la taille de l'établissement



Source : Unédic.

4. Évolution de l'emploi total au lieu de travail entre fin 2000 et fin 2006



Champ : population en emploi résidant en France métropolitaine.

Source : Insee, estimations d'emploi.

1.4 Statuts d'emploi

En 2007, selon l'enquête Emploi, le taux de salariat, c'est-à-dire la proportion de salariés parmi les personnes en emploi, est de 89,2 %. De fait, après avoir longtemps progressé, ce taux plafonne depuis le début des années 2000 un peu en dessous de 90 %, en lien avec le regain du non-salariat non agricole qui compense le recul maintenant très lent du nombre des exploitants agricoles.

Depuis quelques années en effet, le nombre des artisans comme celui des indépendants dans les commerces et services, ou encore celui des professions libérales, est en hausse. Au sein du non-salariat, la part des femmes reste faible (moins d'un tiers), en partie du fait de la disparition progressive des **aides familiaux** qui ne sont plus que 0,6 % de l'emploi total. La proportion de femmes indépendantes ou employeurs se maintient quant à elle depuis 1990. Par rapport aux salariés, les non-salariés constituent une population relativement plus âgée, où les étrangers sont également représentés et qui compte un pourcentage de bacheliers très légèrement supérieur. La population des indépendants est un peu plus nombreuse que celle des employeurs, avec des caractéristiques légèrement différentes : elle est notamment plus féminine et elle dispose d'un niveau de diplôme un peu inférieur.

Pour les salariés, le contrat à durée indéterminée (CDI) reste en 2007 la forme d'emploi la plus répandue, dans 87 % des cas. Ces salariés représentent plus des trois quarts de l'emploi total. Pourtant le nombre de titulaires de contrats temporaires continue à progresser, qu'il s'agisse des intérimaires (+ 22 % entre 2003 et 2007), des apprentis (+ 36 %), ou des autres salariés sous contrat à durée déterminée (+ 6 %). Ces derniers qui sont aujourd'hui

environ 2,2 millions, constituent une population féminine à plus de 60 %, jeune et relativement diplômée, avec une part d'étrangers significative (7 %). Les apprentis sont plus souvent des hommes, évidemment beaucoup plus jeunes, mais ils n'ont pas encore atteint pour la plupart leur niveau de diplôme le plus élevé. Quant aux intérimaires, ils sont eux aussi jeunes, très majoritairement de sexe masculin, moins diplômés et, plus fréquemment que la moyenne, de nationalité étrangère.

Dans les différents secteurs d'activité, les statuts ne se répartissent pas de la même façon. L'agriculture a toujours compté une majorité de non-salariés, à côté des ouvriers ou salariés agricoles. Les exploitants agricoles sont beaucoup plus souvent indépendants qu'employeurs ; les aides familiaux restent encore relativement nombreux. Une proportion importante des salariés agricoles est en CDD, pour une bonne part comme travailleur saisonnier.

Dans l'industrie, la proportion de titulaires de CDI est très élevée (93 % par rapport au seul emploi salarié, 88 % par rapport à l'emploi total) et le nombre d'employeurs dépasse celui des indépendants. La construction se distingue par un taux élevé de non-salariés, un peu plus souvent employeurs eux aussi, ainsi que par une proportion importante d'apprentis.

Le tertiaire, qui représente les trois quarts de l'emploi total, comprend ici conventionnellement tous les travailleurs intérimaires, classés selon le secteur employeur et non utilisateur. La part des titulaires de contrats temporaires y est plus forte qu'ailleurs ; à l'inverse, indépendants, employeurs et aides familiaux y sont relativement moins nombreux. ■

Définitions

Aide familial : personne qui participe aux travaux d'une entreprise familiale (exploitation agricole, commerce, artisanat,...) sans être salarié, ni indépendant ou employeur. Il s'agit essentiellement d'épouses ou d'enfants des chefs d'entreprise individuelle travaillant pour leur propre compte.

1. Caractéristiques des personnes en emploi selon leur statut en 2007

en %

	Ensemble		Proportion de			
	Effectif (milliers)	Répartition	femmes	moins de 40 ans	étrangers	Bac ou plus
Salariés	22 850	89,2	48,8	48,7	4,9	48,5
Intérimaires	547	2,1	29,6	73,1	8,9	33,2
Apprentis	353	1,4	30,4	99,9	1,8	27,9
CDD	2 156	8,4	60,9	70,3	7,0	52,5
CDI	19 794	77,2	48,3	44,7	4,6	48,9
Non salariés	2 778	10,8	31,5	28,6	4,9	49,0
Indépendants	1 498	5,8	32,3	29,6	5,4	48,7
Employeurs	1 116	4,4	24,6	28,5	4,7	52,1
Aides familiaux	164	0,6	71,7	20,2	2,3	30,4
Ensemble	25 628	100,0	46,9	46,5	4,9	48,6

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.

Source : enquête Emploi 2007.

2. Structure de l'emploi par secteur selon le statut en 2007

en %

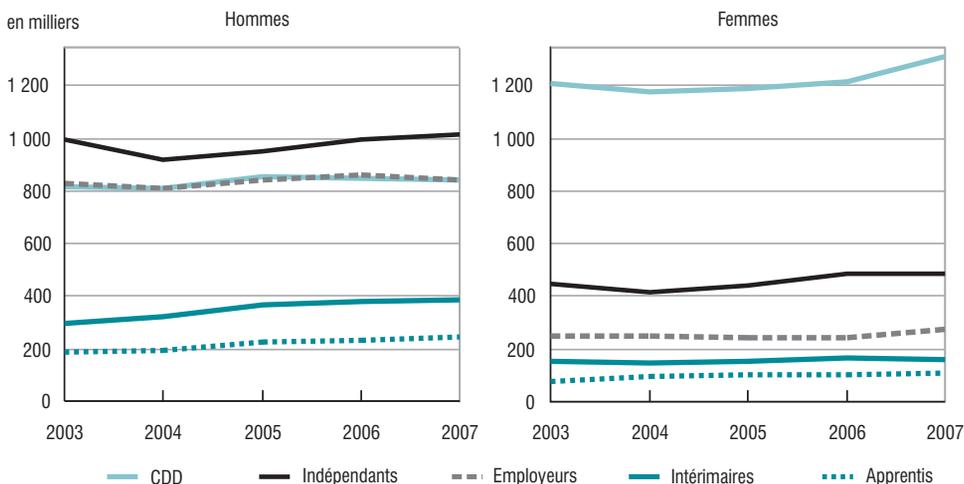
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Ensemble
Indépendants	43,1	2,0	9,3	4,6	5,8
Employeurs	12,6	3,0	10,1	3,8	4,4
Aides familiaux	7,4	0,4	1,0	0,3	0,6
Intérimaires	0,0	0,0	0,0	2,9	2,1
Apprentis	1,7	1,8	4,8	1,0	1,4
CDD	7,1	4,8	4,7	9,6	8,4
CDI	28,1	88,0	70,1	77,9	77,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs ¹ (milliers)	875	3 964	1 668	19 086	25 593
Répartition (%)	3,4	15,5	6,5	74,6	100,0

1. Ensemble non compris secteur non renseigné.

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.

Source : enquête Emploi 2007.

3. Évolution des effectifs par statut d'emploi de 2003 à 2007



Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires.

Source : enquête Emploi 2007.